

## Interview d'Édith Cresson: la Commission Santer (Paris, 29 janvier 2008)

**Source:** Interview d'Édith Cresson / ÉDITH CRESSON, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 29.01.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:19, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_edith\\_cresson\\_la\\_commission\\_santer\\_paris\\_29\\_janvier\\_2008-fr-19840ed5-a0fc-429e-b827-297a43e70505.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_d_edith_cresson_la_commission_santer_paris_29_janvier_2008-fr-19840ed5-a0fc-429e-b827-297a43e70505.html)

**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016



## Interview d'Édith Cresson: la Commission Santer (Paris, 29 janvier 2008)

[Étienne Deschamps] Entre 95 et 99 vous avez été membre de la Commission européenne. Pouvez-vous nous rappeler les circonstances dans lesquelles votre nomination s'est déroulée et comment êtes-vous progressivement entrée dans cette fonction? Comment avez-vous préparé votre arrivée à Bruxelles et comment avez-vous vécu cette nouvelle fonction de commissaire?

[Édith Cresson] Oui, moi j'étais, j'avais déjà démissionné du gouvernement avant d'être Premier ministre parce que je considérais que le combat européen, les pouvoirs publics ne le menaient pas comme je souhaitais et donc j'ai créé un cabinet de consultants pour aider les entreprises françaises à s'implanter dans les nouveaux pays de l'Est où nous étions beaucoup trop absents. Et donc, les Allemands l'étaient partout et pas nous donc, je pensais que c'était intéressant, même pour ces pays d'ailleurs, qu'ils puissent s'appuyer aussi sur d'autres pays que seulement l'Allemagne. Donc, je menais avec beaucoup de succès cette affaire et lorsque le président de la République m'a conviée à l'Élysée pour me dire, voilà, ce serait une bonne chose si vous acceptiez d'entrer à la Commission, je me suis dit: je vais pouvoir continuer ce travail que j'ai mené pour l'intérêt général de l'Europe en particulier avec cette nouvelle Europe. C'était quand même très intéressant. Donc, quand le président Santer m'a conviée et qu'il m'a dit qu'il me proposait le poste de commissaire à la recherche et à l'éducation jeunesse, j'ai trouvé que c'était le plus beau poste. Alors, en France ça a été critiqué sur le thème, ce n'est pas là où est le pouvoir, c'est la concurrence, outre le fait qu'on ne donnera jamais la concurrence à la France pour des raisons évidentes. Bon, je trouvais que c'était le plus beau, beaucoup plus intéressant pour moi que la concurrence.

[Étienne Deschamps] Je me permets de vous interrompre. Comment ça se passe cette répartition, précisément, des portefeuilles? C'est le président donné, en l'occurrence Jacques Santer qui dit à chacun des candidats commissaires: je vous propose ceci, je vous propose cela. Et a-t-il choisi lui tout seul ou est-ce qu'il y a déjà eu une négociation avec les gouvernements respectifs qui préfèrent tel ou tel type de portefeuille pour leur candidat respectif?

[Édith Cresson] Oui, bien sûr la France, c'était Balladur qui était Premier ministre, ils avaient demandé la concurrence qui était une façon de parler puisque comme je l'ai dit, on ne l'aura jamais, de toute façon moi personnellement ce n'est pas tellement quelque chose qui me motivait. Mais par contre quand Santer m'a proposé ce portefeuille-là je l'ai trouvé formidable. Ça a été aussitôt critiqué en France sur le thème, ce n'est pas assez important. C'est quand même le troisième budget de l'Union avec vraiment, alors là, si l'avenir ce n'est pas la recherche, je ne sais pas ce que c'est. C'est formidable, la recherche et la jeunesse, il n'y a rien de plus beau. Donc, moi j'ai accepté avec enthousiasme ce portefeuille. J'étais très contente.

[Étienne Deschamps] Et étant à l'intérieur de la Commission, l'institution correspondait-elle à l'image que vous vous en étiez faite de l'extérieur, à la fois en tant que député européen puis ministre, secrétaire d'État, Premier ministre? Ou avez-vous au contraire découvert une institution qu'au fond vous ne connaissiez pas très bien de l'intérieur, en tout cas?

[Édith Cresson] Moi je connaissais l'institution de la Commission avec la présidence de Jacques Delors. Alors je sais qu'on en a beaucoup voulu aux Français parce que Jacques Delors et son cabinet dirigeaient tout ça d'une façon assez autoritaire. On disait: il y a deux cabinets allemands mais l'un des deux est prussien! C'était celui de Delors. Donc, c'est vrai que c'était une administration prussienne mais c'est pas mal après tout. Il y a une tradition administrative prussienne qui a quand même montré qu'elle savait faire. Qui ressemble assez à la française. Copiée dessus d'ailleurs. Mais avec un côté un peu plus autoritaire naturellement. Donc, le cabinet de Delors avec son efficacité, c'est quand même eux qui ont abouti à Schengen, à la monnaie unique, c'est quand même formidable, oui, le marché intérieur, c'est quand même gigantesque comme avancée. On n'a pas fait beaucoup d'avancées depuis. Donc, ce cabinet, comme il avait des méthodes assez autoritaires, était un peu critiqué. Par les Anglais, bien sûr, qui trouvaient que c'était une façon un peu à la hussarde de mener l'administration. Mais une grosse administration il faut la mener avec une certaine autorité sinon ça ne va pas.

Donc, a succédé à Delors M. Santer qui était tout sauf autoritaire, pour dire les choses gentiment. Et donc, ça

a été, il y avait des personnalités fortes à l'intérieur de la Commission, il y avait des gens extrêmement compétents, mais il n'y avait pas de, comment dire, il n'y avait pas de doctrine, de schéma, de vision. Il n'y avait pas de vision. Il y avait toujours Mitterrand et Kohl au début et puis après c'était fini et donc il n'y avait ni Delors, ni Mitterrand, ni Kohl. Et je crois que c'est de cette absence-là, de ce vide-là que le ressentiment contre la France, les rivalités internes, les ambitions personnelles aussi et le Parlement qui s'est senti pousser des ailes, tout ça a généré un désordre extraordinaire. D'où la crise qui en est sortie et dont j'ai moi-même personnellement beaucoup souffert parce que j'étais personnellement très attaquée en tant que Française, en tant qu'ancien Premier ministre supposée arrogante ce qui n'est vraiment pas tellement ma caractéristique personnelle, mais voulant aboutir, naturellement, ayant abouti d'ailleurs sur beaucoup de dossiers. J'ai fait aboutir beaucoup de dossiers dans les sujets qui étaient les miens. Mais, finalement j'ai vu une chose, c'est que ce n'est pas tellement ce qu'on fait qui compte, ce n'est pas de faire aboutir des dossiers, c'est plutôt de savoir, je ne sais pas, traiter, s'entendre avec les vedettes du Parlement. Les vedettes sont des gens qui sont mis là par leur pays. Je n'ai pas très bien compris encore si c'était l'intérêt du pays ou l'intérêt individuel de ces personnalités. Je pencherais assez pour la seconde hypothèse. Mais en tout cas, j'ai découvert des gens qui depuis le premier jour étaient extrêmement agressifs. Chose que je n'attendais pas du tout. Je me présente devant la Commission éducation et puis la Commission recherche. La Commission recherche c'est un Italien qui dirigeait, il était bien. Ça, c'était à peu près bien. Par contre, la Commission éducation, il y avait des Allemands, des Allemandes surtout. Je veux dire, les femmes ont été particulièrement agressives. Et puis aussi des Flamandes. Les deux. Une agressivité extraordinaire.

[Étienne Deschamps] Que vous attribuez à quoi?

[Édith Cresson] Je ne sais pas.

[Étienne Deschamps] Au fait que vous étiez femme?

[Édith Cresson] Oui, je pense.

[Étienne Deschamps] Au fait que vous étiez française?

[Édith Cresson] Oui, française, sûrement.

[Étienne Deschamps] Que vous étiez socialiste?

[Édith Cresson] Oui, socialiste aussi. Ils étaient tous de droite...

[Étienne Deschamps] Que vous étiez ancien Premier ministre?

[Édith Cresson] Oui, voilà, tout ça, ça faisait trop.

[Étienne Deschamps] Tout ça se cumulait?

[Édith Cresson] C'était trop. Oui, c'était trop. Il y avait, je me souviens, une femme de la minorité allemande de la Belgique, j'ai découvert à cette occasion qu'il y avait une minorité allemande, qui d'ailleurs était exactement comme les Allemandes de droite, la CDU. Et, j'ai découvert un univers que je ne connaissais pas. On a un inconscient collectif contre lequel on lutte dans les pays et moi-même j'ai été éduquée dans la détestation de l'Allemagne. Donc, j'ai passé des années à me dire non non, ils ont changé, maintenant ce n'est plus pareil. Bon, et tout ce qu'on m'a raconté n'est pas vrai. J'ai voulu le croire. J'avais rencontré beaucoup de gens de ces communautés qui étaient plutôt sympathiques, ouverts. Bon, on pouvait faire des choses. Notamment chez les intellectuels allemands il y a une profondeur de leurs intelligences qui est dans le secteur des chercheurs très intéressante, je dirais. Ils ne passent pas leur temps, comme en France à le «small talk», vous savez, papoter. Donc, on va au fond. Ça, j'ai trouvé ça très intéressant. Et à côté de ces vertus qui sont considérables, j'ai vu une espèce de hargne.

[Étienne Deschamps] De mesquinerie?

[Édith Cresson] Oui, de mesquinerie, de désir de faire du mal qui m'a stupéfiée. Chez les Anglais, bon, ils poursuivent leurs intérêts, au moins c'est clair. Ils ne cherchent pas à faire le mal pour le mal. Voilà, c'est ça. Là, j'ai vu vraiment quelque chose qui m'a sidérée et ça m'a ramenée des pensées ou des émotions ou des impressions que je croyais définitivement écartées et ça m'a laissé un goût très amer. Oui, vraiment.